

**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera  
**Herausgeber:** Schweizerische Gesellschaft für Geschichte  
**Band:** 7 (1957)  
**Heft:** 3  
  
**Bibliographie:** Kurze Hinweise = Brèves notes bibliographiques  
**Autor:** [s.n.]

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 04.04.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## KURZE HINWEISE

### BRÈVES NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

PIERRE JEANNIN, *Histoire des pays scandinaves*. Paris, Presses universitaires de France, 1956. In-16°, 128 p. (Coll. «Que sais-je?») — Il y a quelque arbitraire à vouloir résumer en une étude unique les histoires suédoise, norvégienne, danoise, finlandaise, voire islandaise. M. Jeannin donne cependant une bonne idée générale du sujet.

Après un aperçu géographique, qui pourrait être mieux utilisé dans la suite, il consacre aux origines, sur lesquelles il est avec raison prudent, et au moyen âge un trop bref chapitre (11 pages!), contenant pourtant des remarques utiles sur les formes féodales particulières qu'a connues la Scandinavie. Les événements capitaux qui marquent la réorganisation des deux monarchies au début de l'ère moderne sont trop résumés pour être clairs. L'étude du XVI<sup>e</sup> siècle est excellente, meilleure que les pages consacrées à la grande politique suédoise: l'intervention de Gustave-Adolphe en Allemagne n'est pas motivée, les conséquences des traités d'Osnabrück et d'Oliva à peine indiquées, sans qu'en soit soulignée la portée européenne. Est-il exact de dire que «les conflits scandinaves se développent en annexe à ceux des grandes puissances» (p. 45)?

Toute la fin de l'ouvrage est fort louable. L'auteur montre bien le retard de l'équipement industriel au début du XIX<sup>e</sup> et la rapidité de transformation des structures économiques, parallèlement à une évolution politique pénible, mais assez calme, et à un mouvement culturel. (Les événements de 1864 marquent la fin de cet illusoire «scandinavisme».) Ici cependant éclate l'impossibilité de réduire à un schéma unique l'industrialisation suédoise, freinée par le manque de capitaux, et les progrès agricoles du Danemark, la dissolution pacifique de l'union suédo-norvégienne et les sanglantes crises finlandaises. L'ouvrage englobe la dernière guerre, à laquelle il accorde peut-être une place excessive.

Mal proportionné, diffus et vague sur les questions culturelles (comme aux pp. 49—52), le livre de M. Jeannin est excellent sur bien des points, et a le mérite de ne pas négliger les problèmes économiques<sup>1</sup>, sociaux, voire démographiques. Cela fera passer sur des défauts dont les conditions imposées par la collection sont en grande partie responsables. Rémy Python

---

<sup>1</sup> Que penser pourtant de cette cavalière explication: «Cette extrême sensibilité aux fluctuations de la conjoncture internationale, durement ressentie dans les crises, est à long terme la clé de la prospérité scandinave» (p. 88)?

FREDDY THIRIET, *Histoire de Venise*. Paris, Presses universitaires de France, 1952. In-16°, 128 p. (Coll. «Que sais-je?») — La collection «Que sais-je?» s'enrichit d'un sommaire d'histoire vénitienne qui n'est pas sans intérêt. La première partie (jusqu'au XII<sup>e</sup> siècle) est particulièrement réussie: le rôle des invasions lombardes sur la formation de l'état vénitien est bien montré, de même que les rapports avec Byzance et l'Italie, les débuts du grand commerce et des conquêtes coloniales, les premières institutions. Les raisons profondes de la rupture avec les Grecs pourraient être plus clairement exposées, mais il est exact qu'à la fin du XII<sup>e</sup> «Venise traverse une série d'épreuves qui aggravent la crise extérieure et imposent une solution au problème oriental» (p. 36).

Dans une deuxième partie, M. Thiriet consacre des pages intelligentes et mesurées à la 4<sup>e</sup> Croisade, à la double menace turque et gènoise, à la formation de l'empire d'outre-mer, sur l'administration duquel il est peut-être un peu optimiste, et à la «politique de terre ferme», imposée par des raisons économiques, politiques et démographiques. Tout cela est fort bien étudié, et la situation toute nouvelle ainsi créée très clairement résumée.

Les choses se gâtent dès le XVI<sup>e</sup> siècle, pour Venise comme pour l'auteur! Comment peut-il prétendre que «Venise demeure le seul État vraiment indépendant» (p. 98), à l'époque d'Emmanuel-Philibert et de Charles-Emmanuel? ou affirmer que Philippe II était «toujours assuré d'un concours bienveillant de ses cousins d'Autriche et du Saint-Siège» (p. 101)? Il insiste avec raison sur le déplacement du centre de gravité économique vers la terre ferme, mais sans en tirer les conséquences. Au XVII<sup>e</sup>, la politique vénitienne est plus hésitante qu'il ne le dit, preuve en soit son attitude à propos de Mantoue. Il faudrait insister sur l'étouffement économique voulu par l'Autriche au XVIII<sup>e</sup>. En 1797, l'état vénitien est condamné par la défection de la terre ferme, dont les problèmes sociaux restaient sans solution dans le cadre des vieilles institutions. Il y a là un phénomène très important, ignoré de M. Thiriet, qui affirme que «la décadence de la marine est la cause principale de la chute de Venise» (p. 124), ce qui est insuffisant.

Cette erreur d'appréciation et les pages diffuses sur la civilisation affaiblissent un peu la valeur d'un livre dont la première moitié est excellente et qui reste un très utile résumé.

Rémy Pithon

ERICH CASPAR, *Das Papsttum unter fränkischer Herrschaft*. Hermann Gentner Verlag, Darmstadt 1956. 183 S. — Dies ist die Fortsetzung von Caspars Geschichte des Papsttums, soweit sie beim Tode des Verfassers Anfang 1935 druckreif vorlag. Sie umfaßt eine kurze, aber wichtige Studie über die konstantinische Schenkung (hierüber neuerdings stark umstrittene Arbeiten von W. Ohnsorge und namentlich E. Ewig im Hist. Jahrbuch 75, 1955), dann den Pontifikat Hadrians I. mit ausführlichem Bericht über den Bilderstreit und die Libri Carolini (Rezensent hatte die Freude, seine damals eben erschienenen Forschungen hierzu von Caspar voll anerkannt und rezipiert zu sehen), endlich die Zeit Leos III. mit dem Jahre 800 als Mittelpunkt (hierüber seither eine immer noch anschwellende Literatur; vgl. namentlich P. E. Schramm in der Hist. Zeitschrift 172, 1951, und demnächst H. Beumann in der gleichen Zeitschrift). Caspars gesamter Text war bereits 1935 in der Zeitschrift für Kirchengeschichte gedruckt und wurde seither

stets nach Gebühr verwertet. Grade deshalb ist man für die bequeme Separatausgabe dankbar, die am Schluß auch Caspars sämtliche Publikationen verzeichnet. Allerdings hätte der Druck sorgfältiger sein sollen: zahlreiche Fehler in den Lateinzitaten und den (aus der Zeitschrift unverändert übernommenen!) Seitenverweisungen.

W. v. d. Steinen

HEINZ LÖWE, *Von Theoderich dem Großen zu Karl dem Großen*. Das Werden des Abendlandes im Geschichtsbild des frühen Mittelalters. Hermann Gentner Verlag, Darmstadt 1956. 72 S. — Löwe geht in seiner Darstellung der historischen Selbstbetrachtung im Frühmittelalter von der etwas unsicheren Annahme aus, Karl der Große habe mit der Überführung des Reiterbildes des Theoderich nach Aachen eine Art von geschichtlichem Bekenntnis abgelegt. Die Beschreibung des gegenwartsbezogenen Denkens, schon von der Völkerwanderungszeit an, ist auf das Motiv der «*Translatio imperii*» ausgerichtet; mit Recht wird darauf hingewiesen, daß Karl nicht so sehr die Übernahme der römischen «*potestas imperii*» als die Gleichstellung mit Byzanz, eher eine Weltteilung als die Kontinuität des Weltreichs im umfassenden Sinn anstrebte. Aus solcher Position hätte er dann auf Theoderich zurückgesehen «als auf einen der ‚*reges gentium*‘, denen bereits seit 476 auf einige Zeit die Herrschaft über Rom zugefallen war» — ebenfalls nicht in Ablösung des Kaisertums, sondern neben ihm, im Streben nach ebenbürtiger Macht. Die Wirkung solcher Anschauung auf die Historiographie sieht Löwe in der Befreiung von der eschatologisch gestimmten Weltaltertheorie, die er schon im 9. Jahrhundert überwunden glaubt.

Hanno Helbling

F. L. GANSHOF, *Wat waren de capitularia? Avec un résumé français: Les capitulaires*. Brussel, Paleis der Academiën, 1955. VIII + 132 p. (Verhandelingen van de K. Vlaamse Academie... Klasse der Letteren, 22.) — Evidemment, nous autres Suisses aurions mauvaise grâce à protester contre le particularisme linguistique. Et pourtant on ne peut s'empêcher de regretter qu'une étude sur les capitulaires — sujet qui intéresse l'Europe entière de l'époque carolingienne —, dûe à la plume du maître des études sur Charlemagne et son temps, M. François Ganshof, soit écrite en flamand. Bien sûr, il y a dix pages de résumé en français; mais assurément beaucoup de l'originalité de cet ouvrage, et de ce qu'il révèle de la vie de ce temps échappe à qui ne sait pas le flamand.

On trouve, dans ce résumé, la meilleure définition que l'état présent des recherches permet de donner des capitulaires, des précisions sur leur portée et sur leur valeur, qui est plus celle d'aide-mémoire que d'actes du prince, comme l'ont montré les travaux de M. Auguste Dumas; la volonté royale s'exprimait oralement, et ce sont ces paroles qui avaient force de loi; l'écrit était rédigé pour s'en souvenir. M. Ganshof montre aussi que les capitulaires furent promulgués par le roi seul, et enregistrés (pour ainsi dire) par les assemblées sous les premiers Carolingiens, cependant que sous les successeurs de Louis-le-Pieux ils furent motivés et soumis à l'approbation des assemblées. Enfin, l'auteur souhaite que des études de détail soient consacrées aux divers manuscrits et recueils qui nous ont transmis les textes des capitulaires: alors seulement une étude définitive pourra être écrite.

A. Dufour

JEAN IMBERT, GERARD SAUTEL et MARGUERITE BOULET-SAUTEL, *Histoire des Institutions et des faits sociaux (X<sup>e</sup>—XIX<sup>e</sup> siècle)*. Paris, Presses universitaires de France, 1956, in-8°, 404 p. (Collection «Thémis», Textes et Documents.) — Aux manuels de la Collection *Thémis* — comme c'était déjà le cas dans la collection *Clio* — s'ajoutent des volumes de «textes et documents». Celui qui se trouve recensé ici est destiné avant tout aux exercices juridiques pratiques d'étudiants de deuxième année des facultés françaises; il doit servir notamment d'illustration au tome II de l'*Histoire des Institutions* de M. Jacques Ellul, paru dans la même collection; en outre, selon les auteurs, il est destiné à donner aux étudiants «le goût de se référer aux grands recueils de sources eux-mêmes trop souvent négligés»; enfin, le choix des textes a été constitué selon les exigences d'un programme d'études rénové et strict: on n'y trouve de ce fait pas certains textes, notamment ceux des codes napoléoniens et des constitutions. L'ouvrage ne prétend d'ailleurs pas être complet. Ainsi, beaucoup plus encore que le manuel de M. J. Ellul, cet ouvrage relève de considérations de pédagogie universitaire. C'est assez dire les limites de l'usage de ce livre pour les historiens. Pourtant, parmi les quelques 280 textes d'importance variable qu'il comporte, il s'en trouve de nombreux qui sont d'un grand intérêt, étant donné leur caractère typique. L'historien averti y trouvera des textes de valeur pour des cours, certaines références — parfois difficiles ou longues à retrouver — en cours de recherche. L'étudiant en histoire pourra peut-être en faire son profit. Notons que les divisions de cet ouvrage, fixées en fonction des exigences du programme, ne coïncident pas parfaitement avec celles de l'ouvrage de M. J. Ellul, ce qui est une erreur si l'on veut «travailler» parallèlement les deux ouvrages. Enfin il faut souligner que dans ces quelques 400 pages, on n'a perdu aucune place et que, de ce fait, la présentation des documents en texte aussi compact y perd en clarté: la table des matières remédie partiellement — à défaut d'index — à cet inconvénient. Les textes en latin ont été traduits, ce qui est fort utile. Pourquoi n'en est-il pas de même pour certains textes en vieux français, qui, toutes proportions gardées, ne sont pas sans offrir des difficultés analogues aux textes latins?

Jean-Pierre Aguet

FRIEDRICH HAUSMANN, *Reichskanzlei und Hofkapelle unter Heinrich V. und Konrad III.* Schriften der Monumenta Germaniae Historica 14, Stuttgart 1956, XXXII u. 351 S., 15 Taf. — Nach neunjähriger Arbeit an der Herausgabe der Urkunden König Konrads III., des ersten Hohenstaufen auf dem Thron, legt F. Hausmann ein gewichtiges Buch als Nebenergebnis und Vorläufer der wohl bald erscheinenden Edition vor. Es enthält eine peinlich sorgfältig gearbeitete Prosopographie des gesamten bekannten Personals der Reichskanzlei von Heinrich V. bis in die Anfänge Barbarossas. Der Titel «Reichskanzlei und Hofkapelle» hätte allerdings auch Ausführungen, wie wir uns das konkrete Funktionieren des Kanzleibetriebes vorzustellen haben, ein Mehreres über die bloß am Rande berührte Hofkapelle und etwa auch eine überschauweise Einordnung des zusammengebrachten Materials in größere verfassungsgeschichtliche Zusammenhänge erwarten lassen. Die vorliegenden Lebensläufe bilden indessen auch so eine höchst erwünschte Bereicherung unserer im Grunde doch spärlichen biographischen Kenntnis des Hochmittelalters. Verzeichnisse der nach Schrift und Diktat

den einzelnen Kanzleimitgliedern zuzuschreibenden Urkunden, Register der Personen, Orte und der besprochenen Königs- und Kaiserurkunden sowie eine umfassende Literaturübersicht machen die Arbeit überdies zu einem unentbehrlichen Nachschlagewerk. Die verschiedenen Schreiberhände werden auf 15 gut gewählten Tafeln demonstriert.

Bei der Lektüre fällt sofort die allgemein bekannte Tatsache auf, wie stark die Nachrichten im Laufe des 12. Jahrhunderts zunehmen. Von vieren der 5 Kanzler Heinrichs V. kennt man die Herkunft und einige weitere Lebensumstände. Über seine 3 Notare und 8 Kapelläne weiß man nicht viel mehr, als daß sie existiert haben. Bei Konrad III. aber sind von 31 Kanzleipersonen immerhin 6 sehr gut und 6—7 einigermaßen bekannt. Die Biographien der Notare Heinrich von Wiesenbach, den erst Hausmann endgültig identifiziert hat, Wibald von Stablo und Heribert seien dabei ihres Umfanges und ihrer Anschaulichkeit wegen besonders hervorgehoben. Vom sozialgeschichtlichen Standpunkt mag interessieren, daß in Heinrichs V. Kanzlei, soweit ersichtlich, nur hochadlige Herkunft festzustellen ist, während unter Konrad III. bereits drei Kanzleiangehörige mit Sicherheit dem niedern Adel, bzw. der Ministerialität angehören, u. a. auch der Kanzler und spätere Erzbischof von Mainz, Arnold von Selehofen. Regional sind unter Konrad Köln, Mainz, Würzburg, Lothringen und Österreich in der Kanzlei vertreten. Nur mit wenigen Ausnahmen durchlaufen die Kanzleileute den schon seit langer Zeit üblichen Weg von den Kloster- und Stiftsschulen über die Kanzlei zu Kanonikatspfründen, um nicht selten als Propst eines angesehenen Stifts oder als Bischof zu enden. Einen Einblick in des Verfassers umsichtige Arbeitsweise, welche die in der Diplomatie nicht seltene über-spitzte Kombination vermeidet, gewährt der Exkurs über den Kapellan David am Ende des Buches.

Angesichts dieser entsagungsreichen Leistung, wie sie heute nicht mehr allzu häufig anzutreffen ist, möchte man im Interesse der Wissenschaft nur wünschen, daß F. Hausmann, der jetzt wohl der beste Kenner dieser Materie ist, sich auch weiterhin den Stauferdiplomen widmen würde.

H. C. Peyer

JEAN ALAZARD, *La Venise de la Renaissance*. Paris, Hachette, 1956, 256 pages, in-8°. — Un sort semble s'acharner contre l'histoire d'une cité aussi séduisante que Venise, livrée à trop de dilettantes. D'autre part il est périlleux pour un historien de l'art de sortir de son domaine spécifique; il faut être Burckhardt pour y réussir. M. Alazard aurait bien fait d'y penser.

Il prétend nous donner une vue générale de la Venise de la Renaissance. Mais nous n'y trouvons pas la moindre synthèse; les faits sont exposés les uns à la suite des autres, dans le cadre de chapitres amorphes et souvent rhétoriques. Le plan adopté caractérise bien l'absence d'unité organique, comme le fera apparaître notre brève analyse.

Le premier chapitre prétend «étudier les conditions géographiques, économiques et politiques d'une évolution qui fit de Venise la reine de l'Adriatique et de la Méditerranée» (p. 15), donnant de l'histoire vénitienne au moyen âge un résumé qui ne brille ni par la précision ni par la rigueur. A noter que Carlo Zeno devient Carlo Zano et qu'Amédée VI est appelé Amédée II, *duc*

de Savoie<sup>1</sup>. Le chapitre suivant est consacré à la politique de terre ferme, résumée comme une sorte de drame historique et présentée en substance comme une erreur (p. 48).

Le point maximum d'obscurité est atteint avec le chapitre III sur les institutions, faute d'une méthode tant soit peu logique pour un exposé difficile. On est surpris d'apprendre que les secrets d'Etat étaient bien gardés à Venise (p. 63), que Raguse était possession vénitienne à l'époque étudiée (p. 64), et que «les Vénitiens avaient une telle confiance dans leur système de gouvernement qu'un Marin Sanudo, au XVI<sup>e</sup> siècle, le considérait comme pouvant durer indéfiniment. *Il n'avait pas tort...*»<sup>2</sup> Sur les problèmes économiques et sociaux, M. Alazard, s'appuyant sur les travaux de Gino Luzzatto et de Roberto Cessi, donne de bonnes indications (par exemple p. 72 sur les constructions maritimes), mais dans un tel désordre qu'elles sont peu utiles. L'ensemble reste simpliste et peu organique. Et quand donc Venise a-t-elle «mis la main» sur les salines de Comacchio (p. 73)?

«La vie de l'esprit», quel beau sujet! Mais combien est insuffisant ce qu'on nous dit de l'humanisme vénitien ou de Paolo Sarpi. Rien sur le climat intellectuel, rien sur les idées politiques, sinon des naïvetés de ce genre, à propos de Gaspare Contarini: «Il se rendait parfaitement compte que le petit Etat temporel des souverains pontifes ne représentait pas le véritable intérêt de ceux-ci» (p. 99). Suivent un chapitre enthousiaste sur la vie urbaine et deux sur les arts, où l'auteur est évidemment plus à l'aise, sans toutefois se priver de couper son propos de digressions, puis un «Venise, ville fastueuse» où il ne nous épargne ni la description du carnaval ni le couplet sur les courtisanes ni l'institution (évidemment légendaire pourtant) par Alexandre III des noces du doge et de l'Adriatique. On croit lire de l'Augustin Thierry, le style en moins!

La politique extérieure, laissée en suspens au chapitre II, réapparaît au chapitre X. Le titre «Lente décadence du prestige international de Venise» est absurde, car la décadence du XVI<sup>e</sup> est une décadence de fait, non de prestige, lequel au contraire croît au moment même où la puissance et les institutions vénitienes ne le méritent plus. Passons sur les explications contradictoires données à l'intervention dans les affaires italiennes et à la formation de la ligue de Cambrai, ainsi que sur la cascade de traités et de batailles qui s'ensuit. Conclusion: «il y avait lieu de penser que Venise retrouverait difficilement la prospérité qu'elle avait connue aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles» (p. 201)! Quant à la politique de neutralité, elle est brillamment synthétisée dans cette formule: «Ce rôle consistait d'abord à se tenir sur l'expectative» (p. 204)! En outre, M. Alazard croit encore que les Vénitiens ont fait tout leur possible pour défendre Chypre en 1570/71.

Enfin le dernier chapitre est consacré à une étude dithyrambique de la diplomatie. Admirons l'organicité de cette disposition et réjouissons-nous d'apprendre que, si François I<sup>er</sup> a tenu à l'alliance de Venise, «c'est qu'il reconnaissait en ses patriciens des hommes doués d'intelligence politique» (p. 228).

<sup>1</sup> P. 31 (note). Dans la même page, il est correctement désigné comme comte. L'erreur vient probablement de ROMANIN, *Storia documentata di Venezia*, vol. III, Venise, 1912, qui commet la même inadvertance (pp. 295 et 297).

<sup>2</sup> P. 66. C'est nous qui soulignons.

Nous avons relevé au passage des erreurs; il y en aurait bien d'autres, en particulier dans la confuse bibliographie<sup>3</sup>; des éditions récentes sont négligées<sup>4</sup>. Signalons que, si M. Alazard cite la thèse de Braudel, il n'en tire aucun parti et écrit même que «le trafic se faisait désormais par les voies océaniques plus aisément que par les voies méditerranéennes» (p. 215) dès la première moitié du XVI<sup>e</sup>. Il néglige d'ailleurs le rôle des Hollandais et ne voit que la concurrence portugaise (p. 214). Que dire enfin des innombrables formules aussi vagues que péremptoires comme: «le gouvernement de la République était ainsi entre les mains d'une classe patricienne qui, économiquement forte, finissait par avoir un grand sens politique» (p. 69)? Un échantillon de la clarté du style: «une émeute populaire fomentée par un ambitieux, Alexis Doucas dit Murzuphle, fit de celui-ci un empereur, remit Isaac l'Ange en prison où il mourut, et assassina son fils Alexis» (p. 23).

Nous jugeons inutile d'insister plus sur la médiocrité de cet ouvrage, qui est loin de répondre aux prétentions formulées dans l'avant-propos. Il y a lieu toutefois de faire une exception pour les chapitres VII et VIII consacrés à la vie artistique, et surtout pour les élégantes reproductions hors-texte.

Rémy Pithon

JAN LAUTS, *Isabelle d'Este, 1474—1539*. Traduit de l'allemand par Germaine Welsch. Paris, Plon, 1956. 391 p. — *Isabelle d'Este* est une intéressante présentation de la vie et des activités de cette princesse de Ferrare qui, devenue marquise de Mantoue par son mariage avec François II Gonzague, joua dans la vie politique du début du XVI<sup>e</sup> siècle un rôle non négligeable. Les guerres d'Italie divisaient alors la péninsule, rendant précaire l'existence des petits Etats de la plaine du Pô. Au milieu des intrigues qui opposaient l'Empereur au roi de France et la papauté à Venise, Isabelle sut manœuvrer habilement: elle donna à son mari de judicieux conseils; pendant la captivité de François Gonzague à Venise, en 1509—1510, elle exerça la régence avec sagesse. Elle fut aussi — et c'est là sans doute son plus grand titre de gloire — une protectrice avisée des artistes et des écrivains.

Le livre de Jan Lauts se lit agréablement. Son auteur a pour Isabelle une sympathie profonde. Il l'admire sincèrement, de manière constante, trop constante même. Sa biographie tourne parfois au panégyrique. Si grands qu'aient été les mérites de celle qu'on appela «la première dame d'Italie», n'est-il pas excessif de dire que Mantoue fut grâce à elle et pendant plusieurs dizaines d'années «le centre de la vie culturelle en Italie» (p. 19)? On comprend mal qu'Isabelle ait préféré le séjour de Rome à celui de la patrie de Virgile et qu'en 1515, après avoir connu l'éclat de la cour pontificale, elle ait eu «beaucoup de peine à se réhabituer à la vie réduite de la petite ville» (p. 262).

Soucieux de mettre en pleine lumière les qualités de son héroïne, Jan Lauts en vient même à noircir quelques-uns des contemporains d'Isabelle, les Borgia par exemple. Ce qui chez Isabelle est habileté diplomatique con-

<sup>3</sup> La 2<sup>e</sup> édition de ROMANIN, *op. cit.*, a paru de 1912 à 1921. Les 3 vol. de KRETSCHMAYR, *Geschichte von Venedig*, Gotha, de 1905 à 1934 (cf. p. 247). Lire FREDDY THIRIET et non E. THIRIET (p. 248), etc. ...

<sup>4</sup> Par exemple (p. 248) PIETRO SILVA, *Il Mediterraneo dall'unità di Roma all'impero d'Italia*, s. l., 1941, 5<sup>e</sup> édition.

sommée devient chez eux trahison ou vilénie. Et avec complaisance Laust se fait l'écho des propos propagés par la chronique scandaleuse au sujet d'Alexandre VI et de ses enfants (p. 111). L'historien se doit d'être plus prudent.

La traduction de Germaine Welsch est bien souvent dépourvue d'élégance. Une ponctuation très personnelle déconcerte parfois le lecteur.

Ernest Giddey

RENÉE WEIS-MUELLER, *Die Reform des Klosters Klingental und ihr Personenkreis*. Basler Beiträge zur Geschichtswiss. Bd. 59. Helbing u. Lichtenhahn, Basel und Stuttgart 1956. — Die Reform des Frauenklosters Klingental in Basel in den Jahren 1480—1483 war ein Teil der allenthalben in Europa sich auswirkenden Reformbewegung. Sie hatte aber mit vielfältigen gegenrischen Kräften, in und außerhalb Basels, bei Laien und Geistlichen, zu rechnen, fand allerdings in den nämlichen Kreisen auch wieder Anhänger.

Wir lernen aus diesem Buche die wichtigsten Persönlichkeiten in beiden Lagern dem Namen und ihrer Stellung nach kennen, dazu ihre Motive soweit möglich. Es wird uns aber auch das Leben in diesem Kloster und seine Verwaltung durch die «Ratsschwestern» anschaulich gemacht. Dadurch, daß Klingental von verschiedenen vorderösterreichischen Adelsfamilien wie ein Augapfel gehütet wurde, in einem aus der Vergangenheit sich nährenden Bewußtsein der Verbundenheit, und nicht weniger wegen verwandtschaftlicher Beziehungen zu Insassen, und dadurch, daß das nämliche Verhältnis für Teile der Bürgerschaft und des Rats der Stadt Basel galt, war das Kloster damals mit seiner Umgebung innig verwachsen. Da die Klingentalerinnen sich nicht gutwillig den Reformplänen ihrer Obern fügten, erschien die Reform nur dann durchführbar, wenn die Widerspenstigen ausgetrieben und durch observante Nonnen ersetzt würden. Wie dies vollzogen, aber bald wieder rückgängig gemacht wurde, wird dargestellt und dabei sehr interessant die Stellungnahmen des Dominikaner-Provinzials Jakob von Stubach, der Basler Dominikaner, der Bischöfe von Konstanz und Basel, des Erzherzogs Sigmund und einer nicht geringen Zahl mehr oder weniger bekannter Zeitgenossen, nicht zuletzt auch der «alten» Klingentalerinnen selber präzisiert. Die um das Kloster Klingental Kämpfenden wurden überrascht, als der Stellungswechsel des bisher reformfreundlichen Papstes im Mai 1482 bekannt wurde. Der Grund dafür bestand, wie nachgewiesen wird, darin, daß Sixtus IV. die Reform Klingentals in engem Zusammenhang mit dem gegen ihn und die Kurie gerichteten Aufruf zu einem Konzil in Basel durch Andrea Zamometić, Erzbischof von Krain, einen Dominikaner, glaubte.

Nach dem Ende der Darstellung des Geschehens beschließen Hinweise auf die Folgen des gescheiterten Reformversuches für den Basler Dominikanerkonvent, für Klingental selber und dadurch für die spätern Freunde des neuen Glaubens die klare und kluge Arbeit. Es sei noch beigefügt, daß die Verfasserin auch versucht hat, «etwas über das menschliche Schicksal der beiden Nonnengruppen, die im Zentrum der Auseinandersetzung standen, zu erfahren». Sie hat weiter Nonnenlisten und Angaben über Angehörige, die im Klingental begraben waren, und weitere Personalangaben

beigefügt. Verzeichnisse der handschriftlichen und der edierten Quellen, der Literatur sowie ein Orts-, Personen- und Sachregister sind angeschlossen.  
August Burckhardt

J. E. NEALE, *Elizabeth I and her Parliaments 1584—1601*. Verlag Jonathan Cape, London 1957. 452 S. mit 8 Abb. — Dies ist der letzte Band einer Trilogie, in welcher Sir John Neale, Professor am University College London und eine Autorität auf dem Gebiet der elisabethanischen Geschichte, sich eingehend mit den Parlamenten der ersten Elisabeth beschäftigt (*The Elizabethan House of Commons; Elizabeth and her Parliaments 1559—1581*). Durch das großenteils neu erschlossene Quellenmaterial der parlamentarischen Tagebücher der Zeit zeigen sich die großen Elisabethaner oft von einer neuen Seite; so ist der Philosoph Francis Bacon auf der politischen Bühne wohl aktiv, aber wenig wirkungsvoll. Andererseits entpuppt sich Sir Christopher Hatton, der bisher als Spielzeug der Königin galt, als Parlamentarier von Format, dessen Rede nach dem Sieg über die Armada mit ihrem politischen Weitblick und echt patriotischen Gehalt mit den Kriegsreden eines Sir Winston Churchill verglichen werden darf.

In Elisabeths Verhalten gegenüber der Rivalin Maria Stuart zeichnet sich besonders deutlich der Einfluß des einstimmigen Parlamentes auf seine unschlüssige Monarchin aus. Die Gefahr des «Classical Movement», einer puritanischen Reformbewegung im Sinne Calvins, beseitigt die Königin mit Hilfe des harten Erzbischofs Whitgift. Der Puritaner Peter Wentworth, der sich an das kritische Problem der königlichen Erbfolge wagt, fällt in Ungnade und landet im Tower. Elisabeth spricht zwar von parlamentarischer Redefreiheit; Fragen der Religion, der königlichen Prerogative und der Außenpolitik sind aber ausdrücklich davon ausgenommen.

Wohl hat sich das Unterhaus während des elisabethanischen Zeitalters entwickelt, indem es immer mehr von der «petition» zur «bill» überging und sich oft wenig um den Einspruch des Oberhauses kümmerte. Zu eigentlicher Selbständigkeit konnte es aber unter der überragenden Persönlichkeit der letzten der Tudor, welche ihr Reich mit einer «eisernen Hand im Samthandschuh» regierte, nicht gelangen. — Das in seiner Wissenschaftlichkeit durchwegs klar und lebendig geschriebene Werk verdient es, von einer breiten Leserschaft gewürdigt zu werden.  
Ursula Heuß-Burckhardt

AUGUST RÜEGG, *Philipp II., Antonio Pérez und die Fürstin von Eboli*. Verlag Helbing & Lichtenhahn, Basel 1956. 31 S. — Zweifellos eine Gelegenheitsarbeit, fußt dieser Aufsatz weitgehend auf der grundlegenden biographischen Untersuchung über Pérez von Antonio Marañón (2 Bde., 1. Aufl., Madrid 1947). Marañóns Darstellung erscheint dabei notgedrungen als eine ständige Auseinandersetzung mit der Leyenda negra, läßt sich doch die traditionelle Abstempelung Philipps II. mindestens zu gleichen Teilen auf die Pamphlete des Pérez wie auf die Apologie Oraniens zurückführen. Rüegg dagegen geht es in erster Linie um eine psychologische Analyse des im Titel umschriebenen Dreiecksverhältnisses. Den Alkovengeschichten à la Brantôme gegenüber wird die Verbindung von Philipps Sekretär mit der Fürstin Eboli in erster Linie als eine enge «hof- und palastpolitische Allianz»

ohne höhere Ziele gesehen; es bleibt dabei die Frage dahingestellt, welchem der Partner die Führerrolle zuzusprechen sei. Hier wie in anderen Punkten dürfte R. mindestens die geschichtliche Bedeutung der hysterischen Intrigantin im Vergleich zu derjenigen des Pérez zu hoch anschlagen. Löst doch dessen Auftreten in Aragon eine der bedeutsamsten Episoden im Kampf der spanischen Zentralgewalt mit dem teils noch ständischen, teils schon volkstümlichen Regionalismus aus. Und darf schließlich die Gestalt des allmächtigen Schreibers nicht in demselben Ausmaße wie der Meister als die charakteristische Verkörperung des bürokratischen Absolutismus Philipps II. gelten?

Hans Meßmer

BERNARD FAÏ, *Ludwig XVI. oder das Ende einer Welt*, übersetzt v. Arthur Seiffhart. Verlag Georg D.W. Callwey, München 1956. 494 S. — In der einem breiteren Leserkreis zugedachten historischen Literatur Frankreichs scheinen Ehrrettungen nachgerade zur Mode zu werden. Wo dieser Absicht aber wie im vorliegenden Falle ein Angriff auf den republikanischen Mythos zur Seite geht, kann man sich des Verdachtes nicht ganz enthalten, das Bemühen um die Wahrheit diene anderen Beweggründen zum Vorwande. Merkwürdig ist jedenfalls die Beharrlichkeit, mit der jede Gelegenheit zur Erhöhung des Königs zugleich als Anlaß zur Erniedrigung seiner Gegenspieler herhalten muß. Gerade zu entscheidenden Werturteilen bleibt F. jedoch den präzisen Quellennachweis schuldig, und die Schwierigkeit wird dann gerne mit einem Bonmot überbrückt.

Das Vorwort kündigt an, als Richtschnur der Darstellung habe die Korrespondenz des spanischen Botschafters, des Grafen Aranda, gedient. F. läßt dabei an eine *Trouvaille* seinerseits glauben, in offenkundiger Unkenntnis sowohl der Untersuchung von Richard Konetzke (Berlin 1929) wie der Akademieabhandlung von Gómez del Campillo (Madrid 1945), die beide die Quelle in weitestem Umfange auswerten.

Wahrnehmungen solcher Art nötigen aber zu Zweifeln an der Zuverlässigkeit entscheidender Teile dieser Darstellung, so sehr man daneben die reiche Fülle kulturgeschichtlicher Einzelhinweise zu schätzen weiß.

Die vorliegende deutsche Ausgabe bringt dazu eine nochmalige Einbuße an Zuverlässigkeit: es wurden nicht nur alle Anmerkungen weggelassen, ganze Abschnitte der französischen Fassung ohne jeglichen Hinweis abgestrichen — vor allem unterlaufen dem Übersetzer verschiedentlich sinnverdrehende Übertragungsfehler, etwa wenn er «des réactionnaires» kurzerhand zu «Revolutionären» (S. 6) werden läßt.

Hans Meßmer

ERNST BRAND, *Eidgenössische Gerichtsbarkeit*, II. Teil. Abhandlungen zum schweizerischen Recht, N. F., 316. Heft, Verlag Stämpfli & Cie., Bern 1956. X u. 258 S. — Den ersten Teil der vorliegenden Abhandlung haben wir in Bd. 4, 1954, S. 301, besprochen. Der zweite Teil ist der Helvetik, der Mediation und der Zeit des Bundesvertrages gewidmet. Die rasch wechselnden Verfassungszustände zwischen Helvetik und Bundesstaat von 1848 sind unserm Vorstellungsvermögen meist ziemlich entrückt. Vor Jahrzehnten haben Emil Schurter und Hans Fritzsche, *Das Zivilprozeßrecht der Schweiz*

(Zürich 1924—1933), die Vorläufer des Schweizerischen Bundesgerichts behandelt, jedoch vorwiegend auf Grund der *gesetzlichen* Bestimmungen jener Epochen. Brand gräbt nun tiefer: Er behandelt nicht nur die wechselnden gesetzlichen Normen; er ist auch den *Fällen* nachgegangen, die durch den Obersten Gerichtshof der Helvetik, den Syndikat (Tagsatzung) der Mediation und das Eidgenössische Recht (Schiedsgericht) der Restauration entschieden wurden. Der Verfasser hat sich dabei nicht gescheut, in Staatsarchiven und Bibliotheken gewaltige Aktenstöße durchzuarbeiten. Die einzelnen Fälle legt er resümierend dar. Sie zeigen dem Rechtshistoriker, wie unbefriedigend die Gerichtsbarkeit des eidgenössischen Staates vor 1848 geregelt war, und wie die Schaffung des Schweizerischen Bundesgerichts ein Ausweg aus einer eigentlichen Rechtsnot bedeutete. Die behandelten Entscheide werfen aber interessante Streiflichter auch auf die politische und die Kulturgeschichte der einzelnen Kantone (Heimatlosenfrage, Klostersaufhebungen). Die Untersuchung Brands bildet einen wesentlichen Beitrag zur Geschichte der eidgenössischen Rechtspflege und erhellt wenig bekannte und abseitige Quellen der Schweizergeschichte des 19. Jahrhunderts. Ferdinand Elsener

PETER LIVER, *Die Graubündner Kantonsverfassung des Jahres 1854. Ihre Entstehung und geschichtliche Bedeutung*. Zum Centenarium im Auftrag des Kleinen Rates dargestellt. Druck: Bischofberger & Co., Chur 1954. 63 S. — An der Umbildung des Freistaates der drei Bünde zum einheitlich organisierten Kanton Graubünden ist mehr als ein halbes Jahrhundert gearbeitet worden. Und man kann nicht sagen, daß es die Bündner ohne maßgebenden Druck von außen geschafft hätten. Von 1798 bis 1814 hat man sich jeweils mehr oder weniger an das Diktat der West- und Mitteleuropa beherrschenden Mächte halten müssen, und von 1848 an war es der neue Bundesstaat, der die Reform der bündnerischen Kantonsverfassung verlangen mußte.

Die Verdienste der in dieser Zeit in der Gesetzgebung Bündens tätigen Männer sind trotzdem nicht gering zu werten. Denn die Neugestaltung des kantonalen Staatswesens war durchaus keine populäre Aufgabe. Was in Graubünden not tat, war nicht wie anderswo der Ausbau der Volksrechte, sondern die Stärkung der Regierungsgewalt und eine Vereinheitlichung im Gerichts- und Verwaltungswesen. Damit drohten aber Eingriffe in jahrhundertlang gehütete Rechte und Sonderrechte der einzelnen Bünde, Gerichte und Nachbarschaften. Und so liegt es auf der Hand, daß es langwieriger und intensiver Aufklärung bedurfte, um das Volk für die Neuorganisation seines Staatswesens zu gewinnen.

Liver hält nun das beharrliche Ringen um die Verfassungsreform in einem straff gespannten, aber alles Wesentliche erfassenden Überblick fest. Er gibt zuerst eine ausgezeichnete Charakterisierung der Staatsform des rätischen Freistaates, bespricht hierauf kurz die Verfassungen von 1803 und 1814 und beschreibt dann eingehender das Wirken und den schließlichen Erfolg der mit der Regenerationszeit einsetzenden Reformbewegung. Und er darf mit der Feststellung schließen, daß der Kampf um die Neuorganisation des Kantons noch vom festen Glauben jener Zeit an das Recht und an die Macht guter Gesetze getragen war.

An dieser Zentenarschrift, die von souveräner Stoffbeherrschung zeugt

und deren Klarheit und Prägnanz besonders zu loben sind, wird, wer sich mit Fragen der bündnerischen Verfassungsgeschichte befaßt, nicht vorbeigehen dürfen.

W. Dolf

W. N. MEDLICOTT, *Bismarck, Gladstone and the Concert of Europe*. Athlone Press, London 1956, 354 S. — Die Studie behandelt die europäische Diplomatie in den Jahren 1879 bis 1881. Ausgangspunkt ist der Antagonismus zwischen Bismarck und Gladstone, wie er in ihrer Behandlung der Streitfragen, die der Kongreß von Berlin hinterlassen hatte, zum Ausdruck kam. Die entsprechenden Verhandlungen bildeten für Bismarck «the cover for the conclusion of the Three-Emperors'-Alliance», während Gladstone vergeblich durch eben diese Verhandlungen versuchte, «to make his Concert of Europe a reality». Die geistige Welt beider Staatsmänner wird eingehend analysiert; dabei fallen insbesondere auf Bismarck teilweise neue Lichter, da Medlicott in der Lage war, auch solche deutschen Akten beizuziehen, die durch das Reichsarchiv ausdrücklich zur Veröffentlichung nicht freigegeben worden waren (darunter z. B. ein Erlaß Bismarcks vom 26. Februar 1884 an Schweinitz, in dem ausgeführt wird, Gladstone sei ein Mann, «dem außer seiner verhängnisvollen Gabe der Beredsamkeit jede Eigenschaft eines Staatsmannes in dem Maße fehlt, daß ich geneigt bin, ihn als geisteskrank anzusehen»); das ist besonders wesentlich, weil gerade für die drei hier behandelten Jahre «Die Große Politik der europäischen Kabinette» beachtliche Lücken aufweist: so enthält dieses Quellenwerk z. B. kein Dokument für den Zeitraum vom 5. Januar bis zum 8. August 1879 und nur sehr wenige für die erste Jahreshälfte 1881. Als Gladstones Ziel kristallisiert sich das «Concert of Europe» heraus, in dem die Mächte durch ständige Konsultationen gemeinsame Lösungen aller schwebenden Fragen ausarbeiten, als dasjenige Bismarcks aber eine Politik «of controlled tensions which would give Germany the maximum of influence with the minimum of obligations», ein Zustand der «balanced antagonisms». Im Scheitern der Gladstoneschen Politik sieht Medlicott eine letzte, verpaßte Möglichkeit, den Frieden Europas auf ein dauerhaftes Fundament zu stellen; die Bismarcksche Lösung charakterisiert er mit den pessimistischen Worten: «He had made a deadlock and called it peace.»

Joseph Boesch-Jung

WALDEMAR ERFURTH, *Die Geschichte des deutschen Generalstabes von 1918 bis 1945*. Studien zur Geschichte des zweiten Weltkrieges, hg. vom Arbeitskreis für Wehrforschung in Frankfurt a. M., Band 1. Musterschmidt-Verlag, Göttingen 1957. 326 S. — Das Buch besitzt eindeutig apologetischen Charakter: Der Generalstab soll von dem Vorwurf des Militarismus und des fehlenden Widerstandsgeistes gegen den Nationalsozialismus reingewaschen werden; dem Verfasser scheint dies offenbar deshalb besonders wichtig, weil es «leider auch schlechte Deutsche, die sich am Kampf gegen den deutschen Militarismus und an der Diffamierung des deutschen Generalstabes beteiligten», gab! Dennoch ist das Werk für den Historiker keineswegs wertlos: Da der Verfasser weitgehend aus persönlicher Kenntnis schreibt (er gehörte selbst dem Generalstab an, trug vor dem Krieg als

Oberquartiermeister V die Verantwortung für die Kriegsgeschichtsforschung im Heer und war vom Sommer 1941 bis zum Herbst 1944 als «Kommandeur des Verbindungsstabes Nord», beziehungsweise als «Deutscher Général beim Oberkommando der finnischen Wehrmacht» eingesetzt), besitzen vor allem die beiden ausführlichen Kapitel über die Jahre 1932—1939 und über die Zeit des zweiten Weltkrieges (zusammen fast zwei Drittel des Buches) dokumentarischen Wert und bilden im übrigen ein schätzenswertes Gegenstück zu Wheeler-Bennetts «Nemesis of Power». Joseph Boesch-Jung

MAX BRAUBACH, *Der Einmarsch deutscher Truppen in die entmilitarisierte Zone am Rhein im März 1936. Ein Beitrag zur Vorgeschichte des zweiten Weltkrieges*. Arbeitsgemeinschaft für Forschung des Landes Nordrhein-Westfalen, Geisteswissenschaften, Heft 54. Westdeutscher Verlag, Köln u. Opladen 1956. 40 S. — Die an Umfang kleine, aber gehaltvolle Schrift füllt eine Lücke. Häufig findet sich in der Literatur die Auffassung, die Passivität Frankreichs und Großbritanniens gegenüber der Rheinlandbesetzung habe Hitlers Kriegspolitik überhaupt erst möglich gemacht; aber eine sorgfältige Untersuchung dieser Geschehnisse stand bisher noch aus. Braubach stellt in einem ersten Abschnitt fest, daß Hitler den Entschluß zum Vorgehen in der ersten Februarhälfte faßte und vermutlich am 28. 2. die Ausführung auf den 7. 3. befahl, daß die Spitzen der Wehrmacht und der Diplomatie dem Unternehmen mit großen Bedenken gegenüberstanden, daß diese Bedenken sich aber nur auf die Methode bezogen und nicht aus der Rechtssphäre stammten. Der 7. und 8. März brachten in Berlin dann bei größter Nervosität starke Stimmungsschwankungen; am Abend des 8. 3. aber war Hitler vom Erfolg überzeugt und vermochte diese Zuversicht auch auf die Generalität und die Diplomaten zu übertragen. Im zweiten Abschnitt analysiert der Verfasser das Verhalten der beiden Westmächte. Am bezeichnendsten ist wohl die Bemerkung von Hoare in seinen Erinnerungen, damals hätten sich drei von vier Leuten gefragt: «Mit welchem Recht können wir wegen einer überholten Klausel des Versailler Vertrages Europa in einen Krieg stürzen? Warum sollten die Deutschen nicht volle Souveränitätsrechte in einem der deutschesten Gebiete des Reiches haben?» Mit besonderer Sorgfalt geht Braubach dabei auch der Haltung Polens nach. Im letzten Abschnitt wird die Frage gestellt, ob Hitler schon im Februar 1936 die Absicht gehabt habe, sich durch die Rheinlandbesetzung die nötige militärische Rückendeckung für eine weitausgreifende Expansionspolitik im Osten zu verschaffen. Wenn auch das Kronzeugnis für diese Kriegsabsichten, das Hoßbach-Protokoll, erst aus dem Jahre 1937 stammt, wird an Hand weniger bekannter Dokumente doch wahrscheinlich gemacht, daß bereits anfangs 1936 diese Konzeption Hitlers Handeln bestimmte.

Joseph Boesch-Jung

ARNOLD NIEDERER, *Gemeinwerk im Wallis*. Schriften der Schweizerischen Gesellschaft für Volkskunde 37. Verlagsbuchhandlung G. Krebs, Basel 1956. 91 S. — Niederer gibt uns in seiner Zürcher Dissertation eine solide und gut lesbare Zusammenstellung mit Karten und Photographien darüber, was im

Wallis an Gemeinwerk, Gemeinschaftsarbeiten von Gemeinden und Genossenschaften, vor einigen Jahrzehnten vorhanden war und was heute, da das Wallis in einem gewaltigen Umbruch steht, noch vorhanden ist. Nach Vorausschickung guter soziologischer und historischer Überlegungen werden die Bräuche des gemeinschaftlichen Hackbaus, Hausbaus, Holztragens usw. sorgfältig geschildert. Das ist gerade auch für den Lokalhistoriker anderer Schweizer Gegenden von Interesse, da im Wallis Gemeinwerk-Bräuche leben, die bei uns nur noch aus Quellen des 17. und 18. Jahrhunderts bekannt sind. Für den Romanisten und Volkskundler, der der Verfasser ist, bildete zweifellos das historische Kapitel den schwierigsten Teil. Es ist jedoch, abgesehen von einigen unzulässigen Verallgemeinerungen, gelungen. Die unbesehene Anwendung von Grundzügen der europäischen Wirtschaftsentwicklung auf das Wallis ist nicht ohne Gefahr. So weist mich A. Dubois darauf hin, daß z. B. die Umwandlung der Naturalgaben und Frondienste in Geld in den Quellen noch lange nicht bedeutet, daß sie wirklich in Geld bezahlt wurden. Im Wallis sind sie bis in die Neuzeit in natura entrichtet worden. In solchen Fällen kann man nicht genug auf die so nötige enge Zusammenarbeit zwischen Volkskunde und Geschichte dringen.

H. C. Peyer